

## Chronique frontalière

Le Swiss made, pour quoi faire ?

**Partout dans le monde, quand on achète une montre et que l'on voit inscrit «swiss made» sur son cadran, on se sent rassuré. Cette appellation est une garantie de sérieux, de qualité et de durabilité. Mais, si ce label a fait la réputation de l'horlogerie suisse hier, il faut se demander s'il en est toujours de même aujourd'hui ?**

Avant la grande crise du milieu des années 1970, provoquée par l'arrivée du quartz qui a failli tuer l'horlogerie suisse, les fabricants de la Confédération exportaient, chaque année, 65 millions de montre mécaniques dans les cinq continents. Bien sûr, d'autres pays construisaient aussi des garde-temps, mais, comme les Suisses sont excellents dans les domaines de la micromécanique et de l'horlogerie, les montres de provenance helvétique étaient gage de grande qualité et surtout de durabilité.

Et comme c'est généralement le cas, quand tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, on a tendance à s'endormir sur ses lauriers. C'est ainsi que l'horlogerie suisse n'a pas vu venir cette petite pièce de cristal que les Japonais avaient réussi à maîtriser et à faire vibrer de telle manière qu'elle apporte d'une part une précision nettement supérieure à la meilleure des montres mécaniques, et d'autre part, qu'elle permette de produire des garde-temps nettement plus économiques.

Séduit, le monde des amateurs d'horlogerie se précipita sur la nouveauté, délaissant les montres mécaniques. En Suisse, les usines fermèrent leurs portes les unes après les autres. C'est ainsi que de 100.000 places de travail en 1975, l'horlogerie tomba à moins de 30.000 au début des années 1980.

Pourtant, comme *Astérix le Gaulois*, certaines marques résistèrent encore et toujours à la déferlante du quartz. Elles continuèrent à fabriquer et améliorer les mouvements mécaniques. Ce fut notamment le cas de Patek Philippe et Rolex, pour ne citer que deux exemples. Et, pour renforcer encore l'impact de leurs efforts, les marques proposant des garde-temps mécaniques insistèrent sur les aspects de qualité offerts par le label «swiss made». C'est ainsi que la Suisse reprit sa place de leader incontesté de l'horlogerie. Aujourd'hui, elle produit 25 millions de montres par année, dont 21 millions à quartz, toutes d'excellente facture.

### **Les normes**

Rappelons comment on a défini les normes du «swiss made» telles que nous les connaissons aujourd'hui. Elles précisent notamment qu'est considérée comme suisse toute montre :

- a) dont le mouvement est suisse ;**
- b) dont le mouvement est emboîté en Suisse ;**
- c) dont le contrôle final par le fabricant a lieu en Suisse.**

A cela, il faut ajouter les critères qui permettent de déterminer qu'est considéré comme suisse tout mouvement :

- a) qui a été assemblé en Suisse ;**
- b) qui a été contrôlé par le fabricant en Suisse ;**
- c) qui est de fabrication suisse pour 50% au moins de la valeur de toutes les pièces**

constitutives, mais sans le coût de l'assemblage.

Cette ordonnance a été prise par le gouvernement suisse déjà en 1971, mais elle a été modifiée à plusieurs reprises. Cette règle officielle a permis à l'horlogerie suisse de bénéficier d'une norme qu'il faut bien appeler par son nom : protectionniste! D'autant plus que cela permet à de nombreuses marques de montres helvétiques de faire produire une grande partie de leurs composants en Asie, aux prix asiatiques et avec les critères de qualité asiatiques, tout en bénéficiant du «swiss made», donc en pouvant fixer des prix supérieurs à ceux de la concurrence non suisse. C'est aussi dans le but de renforcer la qualité des garde-temps helvétiques que la Fédération de l'industrie horlogère suisse (FH), sous la pression des grandes marques, a prévu un renforcement des critères d'attribution du «swiss made», ce qui a fait hurler de rage bon nombre de marques qui opèrent dans le segment moyen, soit avec des prix au détail allant de 250 à 1000 euros. Enfin, du point de vue de l'Union européenne, le label «swiss made» est toléré tant que la Suisse n'en fera pas partie. Le jour où elle sollicitera son adhésion, la norme disparaîtra, car on ne peut accorder à un Etat membre un tel avantage. Certaines marques d'horlogerie de luxe se préparent à renoncer purement et simplement au «swiss made». D'ailleurs, certaines déclarent déjà que cette appellation n'a plus rien à voir avec leur démarche qualitative. On s'achemine donc vers une sorte de classement, tel qu'on en connaît dans le domaine des vins de Bordeaux. Nous aurons des montres «premier cru», c'est-à-dire qu'elles seront entièrement produites en Suisse, puis des deuxièmes, troisièmes, voire quatrièmes crus dont il faudra définir les contours. De fait, ce sera au marché de choisir et ce sont les clients qui vont remettre l'église au milieu du village. Si pour certains, cela risque de faire très mal, pour d'autres, en revanche, qui font des efforts depuis longtemps, ce sera une juste reconnaissance de leur professionnalisme et de leur intelligence.

Quant à la proposition de certains élus du Haut-Doubs d'appliquer le label «swiss made» aux montres fabriquées dans la région frontalière, elle est malheureusement irréaliste, car ces normes sont dictées par la législation fédérale et ne peuvent être valables hors du territoire helvétique.

**Eric Othenin-Girard**

### **Presse romande touchée de plein fouet**

Après les difficultés rencontrées par la presse quotidienne nationale française, voilà que la presse lémanique suisse traverse elle aussi de graves turbulences.

La nouvelle est tombée comme un coup de tonnerre. A la fin août, le groupe *Edipresse* annonçait avec fracas la suppression d'une cinquantaine d'emplois dont

environ 25 licenciements, une douzaine de retraites anticipées et autant de postes non repourvus. La moitié des licenciés sont journalistes.

Tous les journaux du groupe sont touchés, mais c'est **24 heures** qui paie le plus lourd tribut. On compte aussi des suppressions d'emplois à *La Tribune de Genève*, sur les sites internet des deux titres, à *24 heures hebdo* (gratuit régional) et même au *Matin bleu*, l'un des deux journaux gratuits de Suisse romande.

Le groupe lausannois avait envisagé quelque temps de supprimer son quotidien payant *Le Matin*, pourtant le plus gros tirage romand (environ 70.000 exemplaires). Mais les éditeurs ont décidé de lui accorder une chance avec une nouvelle formule, désormais dirigée par la seule rédactrice en chef Ariane Dayer.

### **Publicité en chute libre**

Responsable du groupe *Edipresse*, Théo Bouchat ne le cache pas, des mesures aussi radicales sont imputables à la chute brutale de la publicité et aux mauvaises prévisions dans ce secteur. C'est ainsi que le distributeur numéro un de Suisse, *Migros*, compte réduire considérablement son budget de publicité dans la presse quotidienne, pour favoriser son propre magazine *Construire*, hebdomadaire gratuit adressé personnellement aux coopérateurs et avec un taux élevé de pénétration (environ un million et demi de ménages pour les trois éditions linguistiques réunies). Ainsi, *Edipresse* compte donc faire une économie de 20 millions de francs suisses d'ici à deux ans, ce qui représente 6% de ses charges totales.

Cette crise que traverse la presse quotidienne romande montre combien elle s'est fragilisée ces dernières années. Des champs entiers de publicité lui échappent désormais. A titre d'exemple, les petites annonces de ventes d'automobiles ont migré totalement sur les sites internet.

Il faut avoir la lucidité de dire que le lancement des journaux gratuits (*Le Matin bleu*, d'*Edipresse*, et *20 minutes* d'un groupe de journaux alémaniques) a précipité la crise de la presse lémanique. Bien que l'on ne dispose pas de chiffres, on sait de sources internes que ces journaux gratuits sont déficitaires et alourdissent les charges des groupes qui les soutiennent à bout de bras. Alors même que ces titres gratuits les coupent d'une large partie de leur publicité et de leur lectorat.

Bref, la presse quotidienne romande dans son ensemble est en grand péril et l'on peut s'attendre à d'autres mesures de restructuration qui auront pour ultime conséquence l'appauvrissement du contenu des journaux à l'instar des grands quotidiens parisiens.

**B.N.**